



HAL
open science

Entre le “ Sud global ” et l’“ Occident collectif ” : où en sont les alignements autour des protagonistes de la guerre d’Ukraine ?

Gilles Andréani

► **To cite this version:**

Gilles Andréani. Entre le “ Sud global ” et l’“ Occident collectif ” : où en sont les alignements autour des protagonistes de la guerre d’Ukraine ?. Les Études du CERI, 2024, Regards sur l’Eurasie. L’année politique 2023, 273-274, pp.50-56. 10.25647/etudesduceri.273-274.08 . hal-04459394

HAL Id: hal-04459394

<https://hal.science/hal-04459394v1>

Submitted on 15 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Entre le « Sud global » et l'« Occident collectif » : où en sont les alignements autour des protagonistes de la guerre d'Ukraine ? *par Gilles Andréani*

La Russie et l'Ukraine, une fois dissipée l'illusion d'une guerre courte, se sont installées dans un conflit durable. Elles ont été toutes deux confrontées, de ce fait, aux nécessités de la diplomatie de guerre : se chercher des alliés ou, à défaut, des soutiens ; trouver à l'extérieur des armes ainsi que les ressources nécessaires à leur industrie de guerre ; affaiblir et isoler sur le plan politique et moral leur ennemi ; plaider leur cause devant l'opinion mondiale et la leur propre en valorisant leurs soutiens et en dévaluant leurs adversaires.

De ce jeu diplomatique de longue haleine, assez classique de la part de tout pays en guerre, sont sortis non pas des alliances actives – aucun pays tiers n'assume le statut de cobelligérant – mais deux groupes de pays alignés, l'un en soutien à l'Ukraine, l'autre à la Russie, mais avec des limites dans les deux cas ; et, au-delà de ces deux groupes, des alignements de pays non pas neutres, mais qui se refusent à prendre parti, ce qui, dans le contexte de l'agression flagrante qu'a été l'invasion de l'Ukraine, comporte un certain degré d'indulgence envers la Russie et de distance vis-à-vis de l'Ukraine et de ses soutiens.

Ce sont ces alignements que nous tenterons d'analyser ici, en nous demandant quelle est leur solidité et quel sera leur impact prévisible sur le rapport des forces et l'issue de la guerre ; en nous demandant aussi comment la survenance d'autres crises internationales, comme le conflit entre Israël et le Hamas, son extension éventuelle à l'Iran, ou une crise sino-américaine, pourrait les faire évoluer.

Les soutiens de la Russie : un front du refus où domine la Chine

La Russie s'était engagée en février 2022 dans une opération militaire qu'elle espérait conclure seule et vite. Elle a été contrainte, par l'échec de ses plans initiaux et l'ampleur des sanctions occidentales, à chercher des soutiens extérieurs qui puissent l'aider à soutenir une guerre longue, acheter ses produits pétroliers et alimenter son industrie de défense. Il en est résulté un alignement des pays pro-russes qui n'a ni l'ampleur ni la cohérence du groupe formé par les Etats occidentaux en défense de l'Ukraine. Plutôt qu'une coalition, d'ailleurs, c'est une série d'alignements très divers.

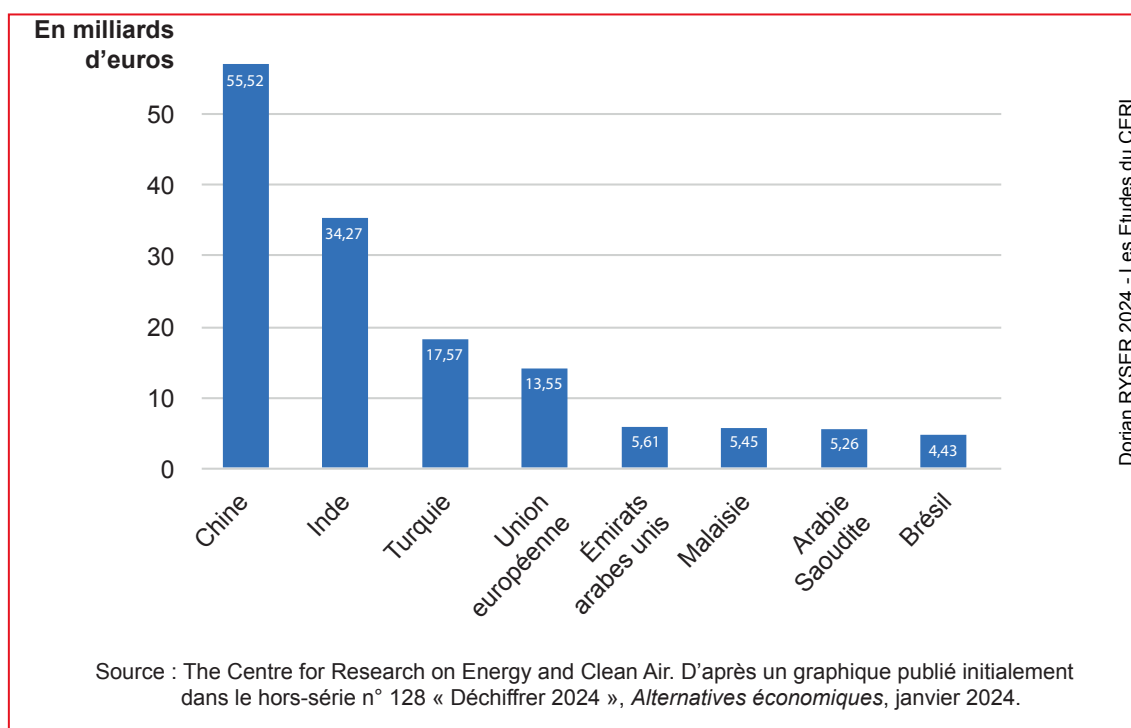
Il y a d'abord ceux qui ne peuvent pas faire autrement que soutenir la Russie : le Bélarus, dont le président, Alexandre Loukachenko, lui doit tout et qui n'a guère le choix ; encore donne-t-il des signes de ne pas totalement se plier aux désirs de Moscou. En tout cas, il n'assume pas le rôle d'un cobelligérant : il n'y a pas eu de nouveau front ouvert au nord-ouest de l'Ukraine à travers la frontière bélarusse, ni de participation des forces bélarusses aux opérations aux côtés des Russes. La Syrie de Bachar el-Assad n'a, elle non plus, guère le choix, compte tenu de l'appui que lui apporte la Russie.

Il y a, ensuite, ceux qui, ayant rompu les ponts avec les Etats-Unis, profitent des circonstances pour rendre aux Russes des services rétribués, sans crainte des sanctions américaines qu'ils subissent déjà de toute façon : la Corée du Nord, qui leur fournit des munitions, ou l'Iran des drones. Cependant, même ces deux pays ont, vis-à-vis des Etats-Unis, des objectifs et des points de faiblesse qui les obligent à réfléchir à l'appui qu'ils apportent à la Russie et

font que celui-ci n'est pas inconditionnel. L'Iran, en particulier, a conclu en septembre 2023 un accord avec les Etats-Unis comportant la libération de prisonniers et le dégel de revenus pétroliers. Des rumeurs de négociations sur un relâchement des sanctions américaines en échange d'un ralentissement du programme nucléaire iranien continuent de circuler.

A ces soutiens assumés s'ajoutent des soutiens opportunistes, comme celui de l'Inde, qui importe à prix cassés du pétrole russe qu'elle revend sur le marché mondial. Mais dans le même temps, la perspective d'une guerre longue, qui perturbe la fourniture d'armements russes à l'Inde, incite celle-ci à rechercher des fournisseurs alternatifs. La Russie risque ainsi de voir se détourner d'elle l'un des meilleurs clients de son industrie de défense. Sur un plan stratégique plus général, l'Inde a tendance à soutenir la Russie, mais ne peut que s'inquiéter de voir se consolider l'axe Pékin-Moscou formé à l'occasion de la guerre d'Ukraine.

Figure 17
Principaux importateurs de pétrole russe, 1^{er} janvier-4 novembre 2023



Car c'est bien la Chine qui est la pièce essentielle de la coalition pro-russe. Elle maintient fermement à l'égard de la Russie la solidarité affichée lors de la visite de Xi Jinping à Moscou en mars 2023, qu'il a placée sous le signe d'une amitié « sans limite ». Cette solidarité procède d'une vision partagée par les deux dirigeants : celle d'un ordre international indûment dominé par l'Occident qu'ils entendent transformer en profondeur. Le « plan de paix » chinois pour l'Ukraine de février 2023 est une longue suite de griefs contre les pratiques occidentales, non la recherche d'un compromis susceptible de régler le conflit. La Chine a pris parti.

Cela n'implique pas que la Chine s'identifie à la Russie, ni que son soutien soit sans limite : elle ne lui fournit pas d'armes et ses entreprises ne livrent pas, du moins pas ouvertement, les composants électroniques les plus sensibles mis sous embargo par les Etats-Unis, par crainte des sanctions américaines. La Chine fournit son soutien à la Russie en ses propres

termes, et peut le faire évoluer vers un surcroît d'aide, ou au contraire, un appui davantage qualifié et critique. Mais au total, la Chine a conclu qu'elle aurait beaucoup à perdre à une défaite de la Russie, qui scellerait à la fois l'effacement géostratégique de son principal allié et la mobilisation réussie des alliances américaines contre lui. La Chine est donc obligée de continuer à soutenir la Russie.

Le « Sud global » : résurgence des non-alignés ou nouveau bloc anti-occidental en gestation ?

Le décompte du camp pro-russe aboutit ainsi à un total assez maigre, ce que Vladimir Poutine a compensé par une stratégie à deux dimensions.

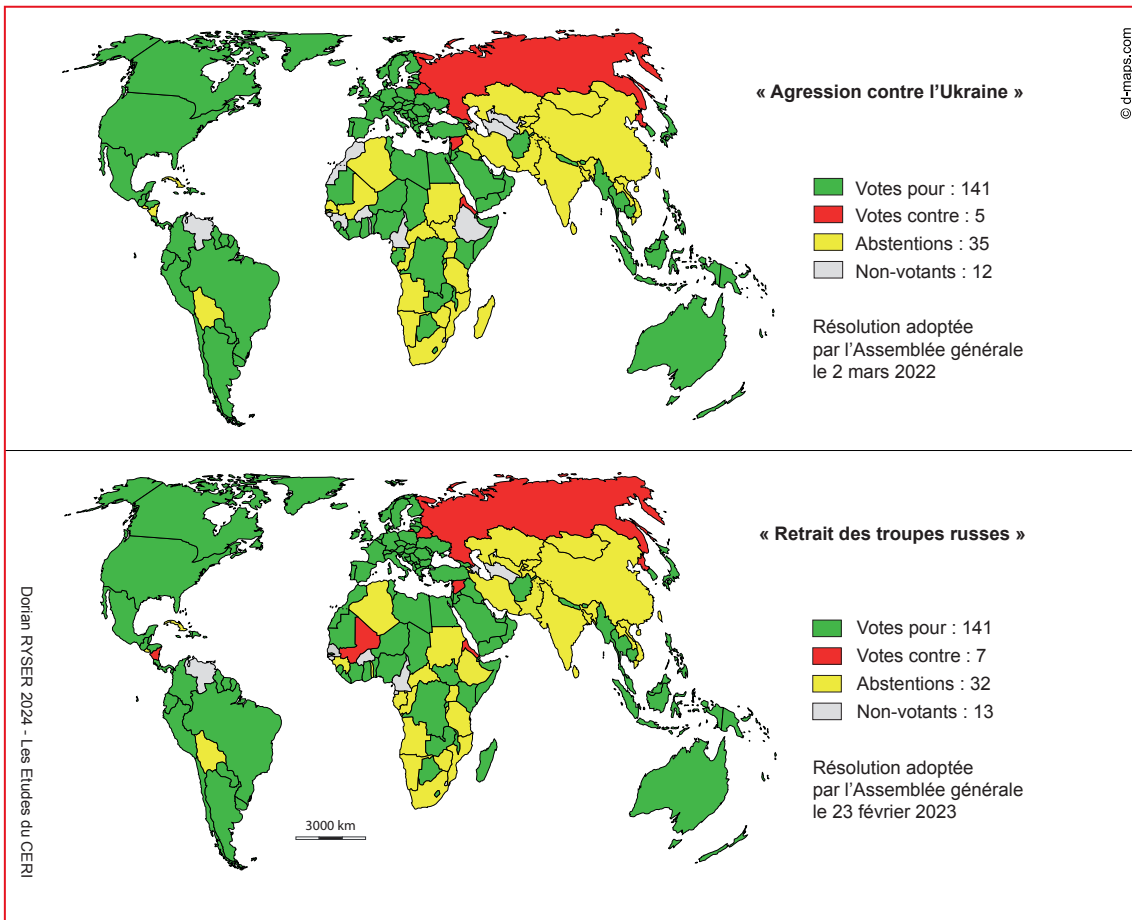
En premier lieu, il assume le déséquilibre des forces : la Russie, seule, contre l'« Occident collectif », le véritable agresseur qui s'est servi de l'Ukraine afin d'isoler et démembrer la Russie en dressant contre elle « ce pays qui n'existe pas ». Pour Vladimir Poutine, « l'agression occidentale » est la cause première de la guerre d'Ukraine et des déconvenues qu'y a essuyées son pays. Celui-ci se défend, comme il l'a toujours fait, contre ses ennemis séculaires venus de l'Ouest, Suédois, Polonais, nazis, et aujourd'hui l'OTAN, animée de la même volonté de subjuguier la Russie. Et seule, comme toujours, la Russie trouvera en elle-même les ressources morales pour l'emporter.

En second lieu, Vladimir Poutine cherche à élargir le champ et la signification du conflit : il le présente comme un combat civilisationnel et mondial, qui oppose à l'Occident décadent et hégémonique, une Russie, isolée certes, mais porteuse de deux séries de valeurs globales : des valeurs traditionnelles d'ordre, d'autorité et de cohésion sociale, et des valeurs anti-impérialistes de justice et d'égalité dans les relations entre Etats. Dans ce combat sur deux fronts, il recherche le soutien, au titre de la tradition et de l'ordre, du camp populiste et de la démocratie autoritaire, y compris en Occident même, et, au titre de l'anti-impérialisme, des laissés-pour-compte du système international et de tous ceux qui ont à se plaindre de l'Amérique et de ses alliés.

On admirera au passage l'impudence d'un discours où la Russie de Vladimir Poutine, après la Tchétchénie et l'Ukraine et avec l'appui de la Chine, se pose en ennemie des empires, et se veut en même temps le vrai défenseur de la « civilisation », de la religion chrétienne et de la tradition, contre l'Occident miné par l'irréligion, la dépravation des mœurs et la confusion des genres. Le plus étonnant est que ce discours a produit ses effets : c'est ici qu'intervient le « Sud global », c'est-à-dire un nouvel alignement des pays du Sud, indulgents envers l'agression russe ou, à tout le moins, qui renvoient dos à dos la Russie et l'Ukraine soutenue par l'Occident.

C'est dans les deux votes à l'Assemblée générale des Nations unies condamnant l'agression russe que l'on identifie le phénomène. Le 2 mars 2022, la résolution appelant au retrait « immédiat et sans conditions » des forces russes d'Ukraine recueille 141 votes positifs, 5 contre et 35 abstentions, dont la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Afrique du Sud, le Soudan et l'Algérie. Le 23 février 2023, une nouvelle résolution recueille exactement le même nombre de votes positifs, 7 contre et 32 abstentions, avec une quinzaine de changements de position se compensant globalement.

Cartes 5, 6
**Résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies sur « l'agression »
de la Russie contre l'Ukraine, 2022 et 2023**



Recul global de l'influence américaine et occidentale, résurgence d'une sensibilité « non alignée » qui aurait survécu à la guerre froide, montée d'un nouveau sentiment anti-occidental ? Les trois séries d'explications ont sans doute leur part à ce phénomène, où l'on peut voir une illustration du paradoxe bien connu d'Alexis de Tocqueville, qui veut que les inégalités sont d'autant plus mal supportées qu'elles tendent à se réduire : l'opposition à l'Occident se manifeste plus ouvertement alors que son influence diminue, comme on a pu le constater au cours du second semestre 2023 dans l'Afrique francophone.

Les réticences du Sud à condamner la Russie sont sans impact direct sur la situation militaire et l'équilibre des forces ; elles n'en représentent pas moins une atténuation morale et politique de son isolement stratégique, appréciable pour Vladimir Poutine, et un argument qu'il fait valoir auprès de l'opinion russe pour donner un sens à la guerre insensée qu'il a déclenchée.

Les soutiens de l'Ukraine ou l'« Occident collectif » : unité sur l'essentiel, appréhension à la perspective d'une guerre qui dure

La coalition des pays qui soutiennent l'Ukraine est large, unie, plus qu'on aurait pu l'escompter : assemblée sous le leadership d'une diplomatie américaine efficace et pragmatique, elle regroupe une cinquantaine de pays qui fournissent une aide à l'Ukraine, réunis dans un groupe informel dit « groupe de Ramstein » du nom de la base américaine en Allemagne où il se rencontre. Cette aide financière, civile et militaire, octroyée ou décidée, se monte au total à plus de 200 milliards de dollars. Les Etats-Unis sont de loin le premier pourvoyeur de moyens militaires, mais le soutien financier, humanitaire et civil européen est supérieur à celui des Etats-Unis (cf figures 3, 4 et 5 p.20). Au total l'aide de l'Europe équivaut à celle des Etats-Unis en montants déjà versés, et la dépasse même sensiblement si l'on inclut les crédits de reconstruction (50 milliards d'euros) promis par l'UE dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix.

La mobilisation et l'unité des pays européens étaient inattendues si l'on songe aux intérêts divergents qui étaient les leurs vis-à-vis de la Russie, notamment sur le plan énergétique, au début de 2022. Ils ont su les surmonter, déjouant ainsi les attentes de la Russie, qui comptait sur leur division. Les hésitations initiales à livrer certains types de matériels (chars lourds, avions de combat, missiles à moyenne portée) à l'Ukraine ont été progressivement surmontées. Les limites de l'aide des Occidentaux, en particulier des Européens, sont aujourd'hui d'un autre ordre : ce sont celles de leurs appareils productifs, qui ne sont pas capables d'alimenter une guerre de haute intensité dans la longue durée sans nouveaux investissements industriels. Mais, politiquement, les différences d'attitude des Européens envers les Russes ont été surmontées, à l'exception de la Hongrie et de la Slovaquie, et ils apparaissent aujourd'hui unis dans leur volonté de fournir à l'Ukraine l'aide nécessaire pour résister à l'agression russe.

Cependant, les hésitations, voire les doutes, sur la pérennité de l'aide occidentale ne viennent pas principalement aujourd'hui d'Europe, mais des Etats-Unis, où les responsables militaires n'ont pas caché leur déception devant la lenteur et les faibles résultats de l'offensive ukrainienne de l'été 2023. Le commandant en chef ukrainien, le général Valeri Zaloujny, a fait écho à ces doutes dans une interview à *The Economist* le 1^{er} novembre 2023, où il compare la situation stratégique actuelle à l'impasse stratégique de la Première Guerre mondiale, et identifie cinq défis, notamment la supériorité aérienne dans un univers dominé par les drones ainsi que le franchissement de champs de mines de grandes dimensions, qui ne seraient surmontés que grâce à une percée technologique à venir.

Alors que s'ouvre ainsi, sur le plan militaire, la perspective d'une sorte de match nul entre la Russie et l'Ukraine, l'incertitude grandit sur le devenir de l'aide américaine : fin 2023, elle s'est trouvée prise dans le débat sur la fermeture (*shutdown*) de l'administration fédérale ; le parti républicain est divisé sur l'opportunité de poursuivre le soutien à l'Ukraine ; et l'on s'interroge plus largement du côté américain sur les objectifs que peut raisonnablement viser l'Ukraine (ramener les forces russes aux limites du 24 février 2022 ? aux frontières internationalement reconnues du pays qui incluent la Crimée ?) ; enfin, le spectre d'une victoire de Donald Trump aux élections présidentielles de 2024 crée une incertitude autrement plus grave sur le devenir de la politique américaine.

Ces incertitudes, conjuguées à une possible impasse militaire, ne peuvent que redonner à Vladimir Poutine l'espoir que le temps joue pour lui. Il ne négociera rien dans ces conditions. Il en résulte que, plus que jamais, le préalable à tout règlement du conflit est que la Russie soit ébranlée militairement et qu'elle perde l'espoir de pouvoir atteindre ses objectifs par la force : en dépit des incertitudes américaines, cette stratégie reste celle des Occidentaux et inspire leur soutien continu à l'Ukraine ; encore faut-il qu'elle finisse par produire des résultats significatifs sur le terrain.

Au croisement des crises : quel impact peut avoir le conflit de Gaza sur la guerre en Ukraine ?

Dans ce contexte d'incertitude, les attaques du Hamas le 7 octobre 2023 et l'offensive israélienne à Gaza qui leur a répondu ont déplacé vers le Proche-Orient l'attention de l'opinion mondiale, déplacement certainement bienvenu du côté russe. Au-delà de cet effet médiatique et de la concurrence entre les ressources militaires et financières que les Américains et les Européens pourront consacrer à l'Ukraine et au Proche-Orient, quel est le lien entre ces deux conflits et qui a à gagner à leur concomitance pour les protagonistes du conflit ukrainien ?

Le président Joe Biden a placé l'intervention des Etats-Unis dans les deux crises, aux côtés de l'Ukraine et d'Israël, sous le signe d'un même combat pour la démocratie. De son côté, Volodymyr Zelensky a accusé Moscou d'être derrière les attaques du Hamas. Rapprochement de portée limitée du côté du président américain, accusation sans fondement du côté ukrainien, qui ne clarifient pas les choses. La vérité politique du rapprochement entre ces deux conflits est à rechercher dans le « deux poids, deux mesures » qu'il évoque inévitablement.

Pour le monde arabo-musulman et pour le « Sud global » en général, le conflit entre Israël et le Hamas, et la situation des Palestiniens, continuent de retentir comme une situation coloniale et comme un symbole du « deux poids, deux mesures » qui caractérise à leurs yeux le système international. La distance que le Sud entend garder avec la guerre d'Ukraine, sa tentation de renvoyer dos à dos l'agresseur et l'agressé, risquent de s'en trouver accrues et la solidarité globale avec l'Ukraine diminuée.

La Russie va essayer d'en profiter pour agiter les sentiments anti-impérialistes du Sud et faire oublier la dimension à proprement parler impériale de son aventure ukrainienne. Elle risque de trouver un écho favorable. Il s'agit pourtant là d'un autre « deux poids, deux mesures », non moins réel que le premier, mais dont il sera autrement difficile de persuader une opinion globalisée pour laquelle il n'est d'impérialisme que colonial, et qui tend à en exonérer, au mépris de leur histoire et de leurs pratiques, la Russie et la Chine.

*

* *

Si l'on veut que la guerre d'Ukraine se termine, il faut faire fléchir Vladimir Poutine. Il a déclenché ce conflit ; lui seul peut y mettre fin, et pour cela, il faut qu'il soit persuadé qu'il peut perdre et préfère tenter de sauvegarder ce qui peut l'être plutôt que de poursuivre la guerre. Nous n'en sommes évidemment pas là : il n'a pas perdu espoir et l'on peut même craindre que l'espoir ne change de camp, alors que les attentes de l'offensive ukrainienne de l'été 2023 ont été déçues.

Les soutiens extérieurs ne commanderont pas directement l'issue du conflit, sauf retournement total de situation, si les Etats-Unis désertaient purement et simplement la cause de l'Ukraine, ou si un conflit à Taiwan les empêchait de continuer à la soutenir et laissait le champ libre aux Russes. Cependant, hormis ces hypothèses extrêmes, le maintien dans la durée d'un soutien fort de l'Occident à l'Ukraine est indispensable si l'on veut conserver une chance que cesse cette guerre désastreuse.

On pouvait tenir pour très probable, sinon pour assuré, que tel serait le cas. Depuis l'automne 2023, avec l'affaiblissement relatif de la présidence de Joe Biden, l'incertitude qui gagne sur ses chances de réélection, la guerre de Gaza et le surcroît de désaffection qu'elle provoque indirectement pour la cause ukrainienne, disons que c'est encore probable, mais malheureusement un peu moins.

Pour citer ce chapitre : Gilles Andréani, « Entre le "Sud global" et l'"Occident collectif" : où en sont les alignements autour des protagonistes de la guerre en Ukraine ? », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/ Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].